

Rapport financier 2019

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Côte-Saint-Luc _____

Code géographique : 66058 _____

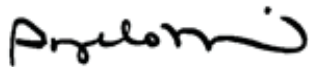
Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Angelo Marino, atteste la véracité du rapport financier
de Côte-Saint-Luc pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2020-05-08

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Au conseil municipal de la Ville de Côte Saint-Luc,****Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Côte Saint-Luc (« la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Côte Saint-Luc au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport du maire, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport du maire avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations contenues dans le rapport du maire, nous avons conclu à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous aurions été tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Côte Saint-Luc inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S-17, S-18, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique numéro A108263

Brossard, Québec, 8 mai 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	63 417 980	63 485 182	61 894 425
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 462 800	1 590 031	1 497 169
Quotes-parts	3			
Transferts	4	811 400	1 088 323	5 450 943
Services rendus	5	2 498 880	2 189 486	2 636 273
Imposition de droits	6	3 141 300	5 056 467	4 125 295
Amendes et pénalités	7	475 000	529 353	644 001
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	611 000	825 892	640 104
Autres revenus	10	374 650	511 670	971 366
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	72 793 010	75 276 404	77 859 576
Charges				
Administration générale	14	10 528 807	10 980 329	11 106 860
Sécurité publique	15	14 115 560	13 924 067	13 642 240
Transport	16	13 667 316	16 807 031	16 720 065
Hygiène du milieu	17	9 396 117	9 453 335	9 130 499
Santé et bien-être	18	358 442	359 360	352 418
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 526 663	1 425 400	1 124 267
Loisirs et culture	20	17 274 825	18 244 295	17 552 327
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 326 830	1 390 690	1 373 170
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	68 194 560	72 584 507	71 001 846
Excédent (déficit) de l'exercice	25	4 598 450	2 691 897	6 857 730
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		45 325 380	38 467 650
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		45 325 380	38 467 650
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		48 017 277	45 325 380

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 935 735	6 666 679
Débiteurs (note 5)	2	11 957 071	14 737 574
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	1 501 900	1 388 600
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	18 394 706	22 792 853
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	10 414 497	8 613 592
Revenus reportés (note 12)	12	1 149 540	874 310
Dette à long terme (note 13)	13	51 615 176	51 313 044
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	63 179 213	60 800 946
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(44 784 507)	(38 008 093)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	92 420 643	82 859 538
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	238 436	244 522
Autres actifs non financiers (note 17)	20	142 705	229 413
	21	92 801 784	83 333 473
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	48 017 277	45 325 380

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 598 450	2 691 897	6 857 730
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	( 15 251 848)	(9 470 911)
Produit de cession	3			77 200
Amortissement	4		5 690 743	5 046 721
(Gain) perte sur cession	5			(77 200)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(9 561 105)	(4 424 190)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		6 086	12 043
Variation des autres actifs non financiers	10		86 708	(5 447)
	11		92 794	6 596
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	4 598 450	(6 776 414)	2 440 136
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(38 008 093)	(40 448 229)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(38 008 093)	(40 448 229)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(44 784 507)	(38 008 093)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 691 897	6 857 730
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	5 690 743	5 046 721
Autres			
- (Gain)/perte sur cession	3		(77 200)
-	4		
	5	8 382 640	11 827 251
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 780 503	(1 531 753)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	1 800 905	(1 191 376)
Revenus reportés	9	275 230	50 657
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(113 300)	111 000
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	6 086	12 043
Autres actifs non financiers	13	86 708	(5 447)
	14	13 218 772	9 272 375
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(15 251 848)	(9 470 911)
Produit de cession	16		77 200
	17	(15 251 848)	(9 393 711)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	5 838 000	4 920 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(5 490 000)	(5 734 100)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(45 868)	14 736
Autres			
-	27		
-	28		
	29	302 132	(799 364)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(1 730 944)	(920 700)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	6 666 679	7 587 379
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	6 666 679	7 587 379
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	4 935 735	6 666 679

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Côte Saint-Luc (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu du décret 1075-2005 daté du 9 novembre 2005 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations L.R.Q., c. E-20.001, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 et S23-3.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au coût. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisés au coût.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 à 20 ans

Les immobilisations en cours commencent à être amortis lorsqu'ils sont mis en service.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Revenus reportés

Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées et que les stipulations ne sont pas rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, lorsqu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et lorsque'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pourrait résulter de jugements relatifs des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons, s'il y a lieu, sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les revenus de transferts sont constatés à l'état des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

À part le régime de retraite, la ville de Côte Saint-Luc n'offre pas d'autres avantages sociaux futurs (assurance vie, assurance soins de santé, banque de congés de maladie, ...).

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : s.o.
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : s.o.
- à titre de mesure d'allègement pour gains et pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées : le montant d'allègement utilisé en 2011 sera amorti linéairement sur une période de 13 ans à compter de 2012.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

La Ville a adopté le chapitre SP3430, « Opérations de restructuration » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Ce chapitre établit des normes sur la comptabilisation des opérations de restructuration et sur les informations à fournir à leur sujet, par les cédants et les cessionnaires qui transfèrent et reçoivent respectivement des actifs et/ou des passifs ainsi que la responsabilité des programmes ou activités auxquels ils se rattachent. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la Ville au cours de la période considérée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 4 935 735	3 666 679
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	3 000 000
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 4 935 735	6 666 679
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 1 689 744	2 454 639
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 2 261 941	1 600 018
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 7 088 036	7 483 768
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 597 146	3 230 936
Organismes municipaux	15 302 637	297 723
Autres		
- Droits de mutation	16 1 276 824	1 628 216
- Autres	17 430 487	496 913
	18 11 957 071	14 737 574
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 1 653 120	2 291 287
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 1 653 120	2 291 287
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 245 832	248 832
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	1 501 900	1 388 600
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>1 501 900</u>	<u>1 388 600</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 453 200	1 465 500
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	71 889	56 573
	43	<u>1 525 089</u>	<u>1 522 073</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**La Loi favorisant la sante financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la sante financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Loi prévoit un processus avec une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2018.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Note	
9. Autres actifs financiers	
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44
Autres	45
	46

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	4 337 417	3 610 429
Salaires et avantages sociaux	48	2 812 658	2 558 485
Dépôts et retenues de garantie	49	2 594 574	1 717 460
Provision pour contestations d'évaluation	50	149 822	390 427
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Divers	53	520 026	336 791
-	54		
-	55		
-	56		
-	57		
	58	10 414 497	8 613 592

Note

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	85 215	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	45 970	
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Divers	68	472 379	321 750
-	69		
-	70		
- Transfert - Redevances/Autre	71	545 976	552 560
	72	1 149 540	874 310

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

						2019	2018
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	3,90	2020	2039	73	52 730 000	52 382 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	52 730 000	52 382 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(1 114 824)	(1 068 956)
					83	51 615 176	51 313 044

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2020	84	92	5 611 000	100	109	117	5 611 000
2021	85	93	5 835 000	101	110	118	5 835 000
2022	86	94	4 993 000	102	111	119	4 993 000
2023	87	95	5 022 000	103	112	120	5 022 000
2024	88	96	4 896 000	104	113	121	4 896 000
2025 et +	89	97	26 373 000	105	114	122	26 373 000
	90	98	52 730 000	106	115	123	52 730 000
Intérêts et frais accessoires			107 (			124 (
	91	99	52 730 000	108	116	125	52 730 000

Note

		2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(44 784 507)	(38 008 093)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	((
Autres	128	((
	129	(44 784 507)	(38 008 093)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	15 950 780	158		185	(61 676)	212	16 012 456
Eaux usées	131	2 140 800	159		186	11 751	213	2 129 049
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	32 591 755	160	2 170 018	187	206 859	214	34 554 914
Autres	133	11 190 844	161	2 431 432	188	(760 258)	215	14 382 534
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	41 256 888	163	9 451 471	190	(345 914)	217	51 054 273
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	9 300 686	165	292 907	192	990 920	219	8 602 673
Ameublement et équipement de bureau	138	1 669 605	166	335 730	193	119 815	220	1 885 520
Machinerie, outillage et équipement divers	139	1 108 100	167		194		221	1 108 100
Terrains	140	6 527 438	168		195		222	6 527 438
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>121 736 896</u>	170	<u>14 681 558</u>	197	<u>161 497</u>	224	<u>136 256 957</u>
Immobilisations en cours	143	<u>1 411 433</u>	171	<u>570 290</u>	198	<u>1 279 876</u>	225	<u>701 847</u>
	144	<u>123 148 329</u>	172	<u>15 251 848</u>	199	<u>1 441 373</u>	226	<u>136 958 804</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	3 222 036	173	522 605	200		227	3 744 641
Eaux usées	146	245 317	174	63 991	201	11 751	228	297 557
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	14 367 566	175	1 661 947	202	302 582	229	15 726 931
Autres	148	2 282 439	176	798 679	203		230	3 081 118
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	15 571 905	178	1 647 316	205	16 083	232	17 203 138
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	3 451 288	180	660 510	207	990 920	234	3 120 878
Ameublement et équipement de bureau	153	886 667	181	252 728	208	120 037	235	1 019 358
Machinerie, outillage et équipement divers	154	261 573	182	82 967	209		236	344 540
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>40 288 791</u>	184	<u>5 690 743</u>	211	<u>1 441 373</u>	238	<u>44 538 161</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>82 859 538</u>					239	<u>92 420 643</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
<hr/>		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
<hr/>		
Note		

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Divers	256	142 705	229 413
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	142 705	229 413
<hr/>			
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats reliés à l'enlèvement de la neige, conciergerie, réseaux locaux d'aqueduc et d'égouts, bail de location et autres services; la Ville s'est engagée à verser les montants suivants;

2020: 6 909 226 \$ plus taxes
2021: 5 457 489 \$ plus taxes
2022: 5 484 718 \$ plus taxes
2023: 2 453 646 \$ plus taxes
2024: 987 430 \$ plus taxes

La Ville s'est engagée à verser une quote-part à la Communauté métropolitaine de Montréal dans le futur pour un montant approximatif de 500 000 \$ par année.

La Ville s'est engagée à verser une quote-part à l'Agglomération de Montréal au montant approximatif de 29 000 000\$ par année pour les services reçus.

19. Droits contractuels

S.O.

20. Passifs éventuels

S.O.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
	262		

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

La Ville fait l'objet de plusieurs réclamations pour diverses raisons telles que des actions prises suite à l'exécution de travaux ainsi que pour des dommages et intérêts. La direction est dans l'impossibilité d'évaluer le dénouement de ces réclamations, une provision suffisante de l'avis de la direction a été inscrite aux livres de la Ville.

d) Autres

Dans le cours de ses activités, la Ville peut faire l'objet de griefs formulés par des employés. Au 31 décembre 2019, aucune provision relativement à ces griefs n'est inscrite aux livres de la Ville.

À la suite de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'équité salariale, une entente a été conclue entre la Ville et les différents syndicats représentant ses employés afin de s'assurer du respect des différents paramètres de cette loi. Au 31 décembre 2019, des

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

paiements rétroactifs ont été versés à la majorité des employés. La Ville a évalué le montant restant à payer à ses employés, par conséquent, une provision de 81 643 \$ a été inscrite aux livres de la Ville pour régler l'équité salariale et d'autres ajustements de la rémunération rétroactive.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par la Ville.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

25 Événement postérieur à la date de clôture

Après la clôture de l'exercice, le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé que la COVID-19 (maladie à coronavirus 2019) pouvait être qualifiée de « pandémie ». Cette annonce a déclenché la mise en place d'une série de mesures de santé publique et de mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. De plus, le 23 mars 2020, à l'exception de certains services essentiels, le gouvernement québécois a ordonné la fermeture de toutes les entreprises et de tous les commerces du Québec jusqu'au 13 avril 2020; par la suite prolongé jusqu'au 4 mai 2020. Le 4 mai 2020, la Ville prévoit de maintenir les mesures en place jusqu'à la mi-juin. Conformément aux mesures prescrites, la Ville a été contrainte de cesser temporairement ses activités, sauf celles pouvant être qualifiées de services essentiels, soit les services administratifs ainsi que les travaux publics. La Ville a fermé temporairement les bâtiments municipaux et a mis en place des mesures d'urgence. De plus, la ville a accordé aux citoyens un délai de paiement supplémentaire de 34 jours pour les taxes dues au mois de mai, un délai de paiement supplémentaire de 4 mois pour les factures de droits de mutation datées de février et mars 2020 ainsi qu'un délai jusqu'au 15 juin 2020 pour l'émission de nouvelles factures d'ajustement de taxes dû à des rénovations. La Ville a aussi réduit de 50% le taux d'intérêt, entre le 15 mars 2020 et le 25 mai 2020, sur les sommes dues à la municipalité par les citoyens. La durée et les incidences de la COVID-19 restent inconnues et il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient avoir sur les résultats financiers et l'état de la situation financière de la Ville dans le futur. Notamment, la Ville s'attend à une incidence sur la valeur des actifs liés au régime de retraite. Toutefois, celle-ci serait atténuée par le fait que les actifs sont évalués selon la méthode de la valeur lissée sur 3 ans.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019		Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	63 417 980	63 485 182			63 485 182	61 894 425
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 462 800	1 590 031			1 590 031	1 497 169
Quotes-parts	3						
Transferts	4	811 400	1 046 158			1 046 158	1 075 557
Services rendus	5	2 498 880	2 189 486			2 189 486	2 636 273
Imposition de droits	6	3 141 300	5 056 467			5 056 467	4 125 295
Amendes et pénalités	7	475 000	529 353			529 353	644 001
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	611 000	825 892			825 892	640 104
Autres revenus	10	374 650	451 670			451 670	671 366
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	72 793 010	75 174 239			75 174 239	73 184 190
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		42 165			42 165	4 375 386
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18		60 000			60 000	300 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20		102 165			102 165	4 675 386
	21	72 793 010	75 276 404			75 276 404	77 859 576
Charges							
Administration générale	22	10 528 807	10 624 984	355 345		10 980 329	11 106 860
Sécurité publique	23	14 115 560	13 850 417	73 650		13 924 067	13 642 240
Transport	24	13 667 316	14 670 615	2 136 416		16 807 031	16 720 065
Hygiène du milieu	25	9 396 117	8 675 178	778 157		9 453 335	9 130 499
Santé et bien-être	26	358 442	359 360			359 360	352 418
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 526 663	1 412 940	12 460		1 425 400	1 124 267
Loisirs et culture	28	17 274 825	15 909 580	2 334 715		18 244 295	17 552 327
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 326 830	1 390 690			1 390 690	1 373 170
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32		5 690 743	(5 690 743)			
	33	68 194 560	72 584 507			72 584 507	71 001 846
Excédent (déficit) de l'exercice	34	4 598 450	2 691 897			2 691 897	6 857 730

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019		2018
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 598 450	2 691 897	6 857 730
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 102 165)	(4 675 386)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 598 450	2 589 732	2 182 344
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		5 690 743	5 046 721
Produit de cession	5			77 200
(Gain) perte sur cession	6			(77 200)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		5 690 743	5 046 721
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	4 346 830)	(4 851 833)	(5 116 477)
	18	(4 346 830)	(4 851 833)	(5 116 477)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	( 120 969))
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(201 720)	(293 969)	(313 510)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(49 900)	(49 900)	(49 900)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(251 620)	(464 838)	(363 410)
	26	(4 598 450)	374 072	(433 166)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 963 804	1 749 178

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	102 165	4 675 386
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(1 092 711)	(1 012 749)
Sécurité publique	3	(17 638)	(223 329)
Transport	4	(2 837 122)	(3 046 466)
Hygiène du milieu	5	(123 278)	(3 576 988)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	(11 181 099)	(1 611 379)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(15 251 848)	(9 470 911)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	5 838 000	4 920 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	120 969	
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16	5 569 235	
Réserves financières et fonds réservés	17	1 209 692	167 960
	18	6 899 896	167 960
	19	(2 513 952)	(4 382 951)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(2 411 787)	292 435

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2018
Rémunération	1	16 727 850	17 098 830	16 673 377
Charges sociales	2	5 726 910	4 761 737	4 755 676
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	16 114 980	15 340 548	15 080 049
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	1 299 830	1 358 024	1 297 788
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec				
et ses entreprises	9			
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	27 000	32 666	75 382
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	28 297 990	28 301 959	28 072 853
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16			
Amortissement des immobilisations	17		5 690 743	5 046 721
Autres				
-	18			
-	19			
-	20			
	21	68 194 560	72 584 507	71 001 846

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

Charges

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15

Excédent (déficit) de l'exercice

16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 () ()
	21
Autres	22
	23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 830 691	5 887 094
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 665 176	4 150 000
Réserves financières et fonds réservés	3	2 804 568	3 523 595
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(249 800)	(299 700)
Financement des investissements en cours	5	(3 373 396)	(700 709)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	41 340 038	32 765 100
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	48 017 277	45 325 380
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 830 691	5 887 094
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	5 830 691	5 887 094
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Piscine extérieure	12	31 224	920 000
- Parc - Kirwan/divers	13	13 737	430 000
- Aréna	14	67 906	1 800 000
- Parc Kirwan	15	1 128 460	1 000 000
- Feux de circulation/feux à DEL	16	400 000	
- Système CVC	17	23 849	
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 665 176	4 150 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	1 665 176	4 150 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Réserve - Service de l'eau	27	372 810	382 576
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	372 810	382 576
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	776 691	741 993
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	440 243	1 218 720
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Réserve Sinistré	45	100 000	111 350
- Frais de financement	46	1 114 824	1 068 956
	47	2 431 758	3 141 019
	48	2 804 568	3 523 595

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (249 800) ()	(299 700)
Autres	52 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	()
	54 (249 800) ()	(299 700)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	()
Autres		
-	58 () ()	()
-	59 () ()	()
	60 (249 800) ()	(299 700)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres		
-	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	()
Autres		
-	72 () ()	()
-	73 () ()	()
	74 () ()	()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 (249 800) ()	(299 700)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 986 853	2 034 666
Investissements à financer	83 (4 360 249 ) (	2 735 375)
	84 (3 373 396)	(700 709)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 92 420 643	82 859 538
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 92 420 643	82 859 538
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 92 420 643	82 859 538
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (51 615 176 ) (	51 313 044)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (1 114 824 ) (	1 068 956)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 1 653 120	2 291 287
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (51 076 880 ) (	50 090 713)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (3 725 ) (	3 725)
	100 (51 080 605 ) (	50 094 438)
	101 41 340 038	32 765 100

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Il s'agit d'un régime de retraite contributif à prestations déterminées visant tous les employés adhérents admissibles de la Ville de Côte Saint-Luc. En vertu de ce régime, les cotisations sont faites par les membres et par l'employeur, la Ville de Côte Saint-Luc.

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 1 388 600	1 499 600
Charge de l'exercice	4 (1 453 200)	(1 465 500)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 566 500	1 354 500
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>1 501 900</u>	<u>1 388 600</u>

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation

Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 40 755 800	38 200 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>42 560 300</u>)	(<u>38 586 800</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 804 500)	(386 300)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>3 306 400</u>	<u>1 774 900</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 1 501 900	1 388 600
Provision pour moins-value	12 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>1 501 900</u>	<u>1 388 600</u>

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs

Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 40 755 800	38 200 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>42 560 300</u>)	(<u>38 586 800</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>1 804 500</u>)	(<u>386 300</u>)

Charge de l'exercice

Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 006 400	2 055 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u>2 006 400</u>	<u>2 055 400</u>
Cotisations salariales des employés	20 818 400	886 700
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	22 1 188 000	1 168 700
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	23 254 300	262 700
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	24 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	25 <u> </u>	<u> </u>
Variation de la provision pour moins-value	26 <u> </u>	<u> </u>
Autres	27 <u> </u>	<u> </u>
-	28 <u> </u>	<u> </u>
-	29 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 <u>1 442 300</u>	<u>1 431 400</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 2 159 100	2 030 000
Rendement espéré des actifs	32 (<u>2 148 200</u>)	(<u>1 995 900</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 <u>10 900</u>	<u>34 100</u>
Charge de l'exercice	34 <u>1 453 200</u>	<u>1 465 500</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 1 787 600	1 452 500
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (2 148 200)	(1 995 900)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (360 600)	(543 400)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (1 425 200)	718 100
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 617 200	1 322 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 40 638 600	36 035 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	83 300
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,32 %	5,56 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,56 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
- Table mortalité CPM2014Public	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116 8	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Cotisations des élus au RREM	117	<u>13 592</u>	<u>12 006</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	71 889	56 573
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120	<u>71 889</u>	<u>56 573</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	59 532 000	59 603 620	58 072 364
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	3 806 500	3 802 104	3 742 852
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	63 338 500	63 405 724	61 815 216
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	79 480	79 458	79 209
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	79 480	79 458	79 209
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	79 480	79 458	79 209
	27	63 417 980	63 485 182	61 894 425

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	481 074	510 063
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35	900 926	998 949
	36	1 382 000	1 509 012
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	1 382 000	1 509 012
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	80 800	81 019
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45	80 800	81 019
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52	1 462 800	1 590 031
			1 497 169

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	10 000	16 400	26 501
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58		17 272	756
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	547 000	629 780	640 885
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	6 000	118 085	122 615
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87		8 562	8 562
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	60 000	66 245	59 200
Autres	89	188 400	189 814	217 038
Réseau d'électricité	90			
	91	811 400	1 046 158	1 075 557

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92	24 526	100 820
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94	17 639	
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		771 841
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		2 118 145
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		1 384 580
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	42 165	4 375 386

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138		
	139		
TOTAL DES TRANSFERTS	140 811 400	1 088 323	5 450 943

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146	60 000	60 000
Sécurité civile	147		
Autres	148	7 800	
	149	67 800	90 400
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151	30 000	61 543
Autres	152		35 432
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155	30 000	61 543
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164	1 806	
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168	1 806	
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	97 800	153 749
			95 432

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	183		
Évaluation	184		
Autres	185		
	186		
Sécurité publique			
Police	187		
Sécurité incendie	188		
Sécurité civile	189		
Autres	190	9 000	10 641
	191	9 000	10 641
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192		
Enlèvement de la neige	193		
Autres	194	35 000	14 781
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199		
	200	35 000	14 781
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202		
Traitement des eaux usées	203		
Réseaux d'égout	204		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205		
Matières recyclables	206		
Autres	207		
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209		
Autres	210	40 000	68 179
	211	40 000	68 179
Santé et bien-être			
Logement social	212		
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216		
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218		
Autres	219		
	220		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221	2 209 080	1 840 686
Activités culturelles			
Bibliothèques	222	108 000	101 450
Autres	223		
	224	2 317 080	1 942 136
Réseau d'électricité			
	225		
	226	2 401 080	2 035 737
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	2 498 880	2 189 486
		2 540 841	2 636 273

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	491 300	739 230	529 072
Droits de mutation immobilière	229	2 650 000	4 317 237	3 596 223
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231			
	232	3 141 300	5 056 467	4 125 295
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	475 000	529 353	644 001
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	611 000	825 892	640 104
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236	25 000		77 200
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242		60 000	300 000
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	349 650	451 670	594 166
	245	374 650	511 670	971 366
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Budget 2019		Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	611 367	511 179		511 179		481 973
Greffe et application de la loi	2	389 377	534 411		534 411		328 639
Gestion financière et administrative	3	8 559 610	8 774 521	355 345	9 129 866		9 440 586
Évaluation	4	222 323	222 361		222 361		215 166
Gestion du personnel	5	746 130	582 512		582 512		640 496
Autres							
-	6						
-	7						
	8	10 528 807	10 624 984	355 345	10 980 329		11 106 860
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	8 629 557	8 584 670	18 706	8 603 376		8 478 235
Sécurité incendie	10	4 090 399	4 087 097		4 087 097		4 007 541
Sécurité civile	11	1 395 604	1 178 650	54 944	1 233 594		1 156 464
Autres	12						
	13	14 115 560	13 850 417	73 650	13 924 067		13 642 240
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 970 088	3 233 400	1 832 697	5 066 097		5 188 540
Enlèvement de la neige	15	3 504 602	4 247 445	181 686	4 429 131		4 188 130
Éclairage des rues	16	585 117	582 261	122 033	704 294		623 967
Circulation et stationnement	17						
Transport collectif							
Transport en commun	18	6 607 509	6 607 509		6 607 509		6 719 428
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	13 667 316	14 670 615	2 136 416	16 807 031		16 720 065

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		<u>Budget 2019</u>	<u>Réalisations 2019</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2018</u>
		<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	7 252 624	6 448 513	552 560	7 001 073	6 959 333
Traitement des eaux usées	25			60 968	60 968	46 341
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 450 143	1 478 746	164 629	1 643 375	1 492 067
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	305 000	336 953		336 953	475 907
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	194 175	205 483		205 483	156 851
Traitement	32					
Matériaux secs	33	194 175	205 483		205 483	
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	9 396 117	8 675 178	778 157	9 453 335	9 130 499
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	358 442	359 360		359 360	352 418
	44	358 442	359 360		359 360	352 418
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 526 663	1 412 940	12 460	1 425 400	1 124 267
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	1 526 663	1 412 940	12 460	1 425 400	1 124 267

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Budget 2019		Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	2 314 407	2 350 225	548 773	2 898 998	2 793 788
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 441 651	1 332 300	224 458	1 556 758	1 419 505
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 684 947	2 092 164	168 600	2 260 764	2 375 778
Parcs et terrains de jeux	56	6 401 438	6 023 390	863 413	6 886 803	6 474 827
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	710 976	617 999		617 999	620 240
	60	13 553 419	12 416 078	1 805 244	14 221 322	13 684 138
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	3 701 956	3 475 640	520 587	3 996 227	3 842 013
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	19 450	17 862	8 884	26 746	26 176
	66	3 721 406	3 493 502	529 471	4 022 973	3 868 189
	67	17 274 825	15 909 580	2 334 715	18 244 295	17 552 327
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	1 299 830	1 358 024		1 358 024	1 297 788
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		10 900		10 900	34 100
Autres	72	27 000	21 766		21 766	41 282
	73	1 326 830	1 390 690		1 390 690	1 373 170
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
75			5 690 743	(5 690 743)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Côte-Saint-Luc _____

Code géographique : 66058 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Réalizations 2019	Réalizations 2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		2 337 233
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		1 167 271
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7	2 425 178	1 728 858
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	2 627 898	1 403 042
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	741 706	1 061 170
Édifices communautaires et récréatifs	14	8 791 116	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	293 583	1 422 709
Ameublement et équipement de bureau	18	372 033	190 951
Machinerie, outillage et équipement divers	19	334	159 677
Terrains	20		
Autres	21		
	22	15 251 848	9 470 911

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		2 337 233
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		1 167 271
Autres infrastructures	27	5 053 076	3 131 900
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	10 198 772	2 834 507
	34	15 251 848	9 470 911

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5			
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	50 090 713	5 838 000	4 851 833
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	50 090 713	5 838 000	4 851 833
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 291 287		638 167
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12	2 291 287		638 167
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13			
	14	2 291 287		638 167
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	2 291 287		638 167
	19	52 382 000	5 838 000	5 490 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	52 382 000	5 838 000	5 490 000
				52 730 000

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	52 730 000
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	4 360 249
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	1 653 120
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	55 437 129
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	
--	-----------	--

Endettement net à long terme	17	55 437 129
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
---	--	--

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	221 391
---------------------------	----	---------

Autres organismes	20	3 169 445
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	21	58 827 965
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	35 315 000
--	----	------------

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	35 315 000
--	----	------------

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	94 142 965
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	222 323	222 361	215 166
Autres	3	3 891 718	3 892 061	4 509 942
Sécurité publique				
Police	4	7 485 978	7 485 978	7 325 258
Sécurité incendie	5	4 080 959	4 080 959	3 994 452
Sécurité civile	6	144 302	144 302	123 177
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	20 253	20 253	20 111
Transport collectif	9	6 607 509	6 607 509	6 719 428
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	2 486 076	2 488 533	2 401 334
Matières résiduelles	12	886 064	886 064	729 006
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	155 844	156 243	153 225
Autres	17	202 598	203 117	199 193
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	782 738	782 951	566 427
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	435 437	435 437	429 862
Activités culturelles	23	896 191	896 191	686 272
Réseau d'électricité				
	24			
	25	28 297 990	28 301 959	28 072 853

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	15 251 848	9 470 911
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	15 251 848	9 470 911

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	97,00	35,00	123 494,00	5 042 058	1 377 264	6 419 322
Professionnels	2	5,00	35,00	9 265,00	509 062	108 809	617 871
Cols blancs	3	126,00	35,00	152 063,00	5 474 716	1 390 057	6 864 773
Cols bleus	4	102,00	38,00	170 344,00	5 761 959	1 750 695	7 512 654
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	330,00		455 166,00	16 787 795	4 626 825	21 414 620
Élus	9	9,00			311 035	134 912	445 947
	10	339,00			17 098 830	4 761 737	21 860 567

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	895 167	24 526	150 991	17 639	1 088 323
	17	895 167	24 526	150 991	17 639	1 088 323

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefte et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	243 385	226 352
	4	243 385	226 352
Sécurité publique			
Police	5	41 073	42 675
Sécurité incendie	6	229	492
Sécurité civile	7	38 667	37 633
Autres	8		
	9	79 969	80 800
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	120 117	129 288
Enlèvement de la neige	11	158 781	150 884
Autres	12	21 767	19 585
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	300 665	299 757
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	148 036	153 717
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	50 116	46 352
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	198 152	200 069
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	23 551	20 522
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	23 551	20 522
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	414 370	417 532
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	129 930	127 488
Autres	38	668	650
	39	544 968	545 670
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 390 690	1 373 170

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Brownstein, Marie	65 053	16 832
O. Sebag, Conseiller, Distric 1	19 672	9 833
M. Cohen, Conseiller, Distric 2	19 672	9 833
D. Berku, Conseiller, Distric 3	19 672	9 833
S. Erdelyi, Conseiller, Distric 4	19 672	9 833
M. Kujavsky, Conseiller, Distric 5	19 672	9 833
D. Tordjman, Conseiller, Distric 6	19 672	9 833
S. Benizri, Conseiller, Distric 7	19 672	9 833
R. Kovac, Conseiller, Distric 8	14 955	7 497
M. Brownstein, Conseil Agglomération	11 899	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	2 500 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7		\$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12		\$
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	544 075 \$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18		\$
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21		\$

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	\$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI**NON**

46

47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 _____

b) Date d'adoption de la résolution

49 _____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Côte-Saint-Luc _____

Code géographique : 66058 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de la Ville de Côte Saint-Luc,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Côte Saint-Luc (« la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à l'entité de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et ville (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique numéro A108263

Brossard, Québec, 8 mai 2020

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	63 485 182
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	(12 668)
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	8 118 333
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	55 354 181

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	4 727 341 913
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>4 731 512 113</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>4 729 427 013</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 | | 1 | | | 7 | | | 0 | | | 4 | / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Côte-Saint-Luc _____

Code géographique : 66058 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	60 566 800
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	3 787 400
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	64 354 200

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	79 900
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	79 900
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	79 900
	27	64 434 100

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	490 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	960 000
	9	1 450 000
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 450 000
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	82 400
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	82 400
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 532 400

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 3 816 780 351	X 5 1,0419	/100\$ 6 39 767 040				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 902 527 936	X 8 1,2419	/100\$ 9 11 208 494				
Immeubles non résidentiels	10 217 469 626	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 9 947 133	X 20 2,0838	/100\$ 21 207 278				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 51 182 812	26 ()	27 (160 500)	28 9 544 488	29 60 566 800
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 3 816 780 351	X 5 0,0503	/100\$ 6 1 919 865				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 902 527 936	X 8 0,0503	/100\$ 9 453 972				
Immeubles non résidentiels	10 217 469 626	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 9 947 133	X 20 0,0001	/100\$ 21 10				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 2 373 847	26 (27 (28 1 413 553	29 3 787 400

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (56 (57	58

**Valeur locative
imposable**

Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (63 (64	65
---	----	------	------	------	------	----	----

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	□□□□ , □□□ \$
Égout	2	□□□□ , □□□ \$
Eau et égout	3	□□□□ , □□□ \$
Traitement des eaux usées	4	□□□□ , □□□ \$
Matières résiduelles	5	□□□□ , □□□ \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	64 434 100
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	160 500
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	8 582 837
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	56 011 763

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	4 946 725 046
----	---------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	| | 1 | , | 1 | 3 | 2 | 3 | /100 \$
----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	10 958 041			207 278	11 662 466	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	75 500					
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	11 033 541			207 278	11 662 466	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	41 526 415			64 354 200
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	4 400			79 900
Autres	13				
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	41 530 815			64 434 100

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input checked="" type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
i. Sous-catégorie de référence - Taux adopté 3.9592 \$ - Assiette 23 880 493 \$			
ii. Sous-catégorie centre commercial - Taux adopté 4.1611 \$ - Assiette 96 731 667 \$			
iii. Sous-catégorie tour de bureaux- Taux adopté 4.1611 \$ - Assiette 20 157 133 \$			
iv. Sous-catégorie chemin de fer - Taux adopté 4.8698 \$ - Assiette 76 700 333 \$			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-16	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>67 895 100 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>5 090 700 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>1 304 030 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>(291 930)\$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Angelo Marino , atteste que le rapport financier de Côte-Saint-Luc pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-05-11.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Côte-Saint-Luc.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Côte-Saint-Luc consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Côte-Saint-Luc détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-05-04 16:28:41

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Côte-Saint-Luc

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	72 793 010	75 174 239	73 184 190
Investissement	2		102 165	4 675 386
	3	72 793 010	75 276 404	77 859 576
Charges	4	68 194 560	72 584 507	71 001 846
Excédent (déficit) de l'exercice	5	4 598 450	2 691 897	6 857 730
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	102 165 ) (	4 675 386)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	4 598 450	2 589 732	2 182 344
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		5 690 743	5 046 721
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	4 346 830 ) (	4 851 833 ) (	5 116 477)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	120 969) ()
Excédent (déficit) accumulé	12	(251 620)	(343 869)	(363 410)
Autres éléments de conciliation	13			
	14	(4 598 450)	374 072	(433 166)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		2 963 804	1 749 178

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	4 935 735	6 666 679
Débiteurs	2	11 957 071	14 737 574
Placements de portefeuille	3		
Autres	4	1 501 900	1 388 600
	5	18 394 706	22 792 853
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	51 615 176	51 313 044
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	11 564 037	9 487 902
	10	63 179 213	60 800 946
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(44 784 507)	(38 008 093)
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	92 420 643	82 859 538
Autres	13	381 141	473 935
	14	92 801 784	83 333 473
Excédent (déficit) accumulé	15	48 017 277	45 325 380

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	5 830 691	5 887 094
Excédent de fonctionnement affecté			
- Piscine extérieure	17	31 224	920 000
- Parc - Kirwan/divers	18	13 737	430 000
- Aréna	19	67 906	1 800 000
- Parc Kirwan	20	1 128 460	1 000 000
- Feux de circulation/feux à DEL	21	400 000	
- Système CVC	22	23 849	
-	23		
-	24		
-	25		
	26	1 665 176	4 150 000
Réserves financières	27	372 810	382 576
Fonds réservés	28	2 431 758	3 141 019
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(249 800)	(299 700)
Financement des investissements en cours	30	(3 373 396)	(700 709)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	41 340 038	32 765 100
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	48 017 277	45 325 380

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	55 437 129
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	94 142 965

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	51 076 880	50 090 713
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	1 653 120	2 291 287
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	9		
	10	52 730 000	52 382 000

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019		2018
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	63 417 980	63 485 182	61 894 425
Compensations tenant lieu de taxes	12	1 462 800	1 590 031	1 497 169
Quotes-parts	13			
Transferts	14	811 400	1 046 158	1 075 557
Services rendus	15	2 498 880	2 189 486	2 636 273
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	3 616 300	5 585 820	4 769 296
Autres	17	985 650	1 277 562	1 311 470
	18	72 793 010	75 174 239	73 184 190
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		42 165	4 375 386
Autres	22		60 000	300 000
	23		102 165	4 675 386
	24	72 793 010	75 276 404	77 859 576

Extrait du rapport financier, page S16

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019		Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale	1	10 528 807	10 624 984	355 345		10 980 329	11 106 860
Sécurité publique							
Police	2	8 629 557	8 584 670	18 706		8 603 376	8 478 235
Sécurité incendie	3	4 090 399	4 087 097			4 087 097	4 007 541
Autres	4	1 395 604	1 178 650	54 944		1 233 594	1 156 464
Transport							
Réseau routier	5	7 059 807	8 063 106	2 136 416		10 199 522	10 000 637
Transport collectif	6	6 607 509	6 607 509			6 607 509	6 719 428
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	7 252 624	6 448 513	613 528		7 062 041	7 005 674
Matières résiduelles	9	2 143 493	2 226 665	164 629		2 391 294	2 124 825
Autres	10						
Santé et bien-être	11	358 442	359 360			359 360	352 418
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 526 663	1 412 940	12 460		1 425 400	1 124 267
Promotion et développement économique	13						
Autres	14						
Loisirs et culture	15	17 274 825	15 909 580	2 334 715		18 244 295	17 552 327
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 326 830	1 390 690			1 390 690	1 373 170
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	68 194 560	66 893 764	5 690 743		72 584 507	71 001 846
Amortissement des immobilisations	20		5 690 743	(5 690 743)			
	21	68 194 560	72 584 507			72 584 507	71 001 846

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3